

TRIBUNE LIBRE

DECEMBRE 2023 | NUMÉRO 10, PAR DR.HICHAM GOUMRHAR

AUTOUR DE L'ÉDUCATION AU MAROC :

Analyses, enjeux et perspectives

Parler de l'éducation est à l'ordre du jour. En effet, l'intérêt manifesté aujourd'hui envers le capital humain, aussi bien par les pays développés que ceux en développement, provient de son caractère moteur dans le processus de croissance et de développement économique. Cette réflexion qu'imposent les évolutions macro-économiques a donné lieu, depuis les années 80, à des travaux multiples, d'ordre théorique et empirique, porteurs d'un nouveau regard sur les processus de la croissance économique, sous le nom de « théories de la croissance endogène » ou « nouvelles théories de la croissance ».

Ainsi, en intégrant les motivations économiques induites par l'éducation et l'impact que l'accumulation de connaissances peut engendrer sur la croissance et le développement économique, les modèles de croissance endogène ont véritablement mis en avant le facteur du capital humain en tant que condition nécessaire, sinon suffisante, à une croissance soutenue (Romer (1986), Lucas (1988) et Mankiw Romer et Weil (1992), Barro & Salai-Martin (1995), Islam (1995)).

Par cette voie, le capital humain, par le canal de l'éducation, est redevenu un enjeu important de la littérature économique en tenant une place centrale dans les différents travaux en tant que déterminant d'une croissance économique auto-entretenu. Au Maroc, la problématique du capital humain a été prise en compte dans le cadre des stratégies et des politiques publiques, au cours des deux dernières décennies, afin d'assurer les bases du développement de l'école marocaine, sur le plan local et national et, par conséquent, de garantir un certain dynamisme économique et social de la nation.

Dans ce sens, le Maroc a lancé de grands chantiers structurants et des stratégies sectorielles pour accélérer son émergence économique et accompagner son processus de développement humain. On note, à cet égard, la mise en œuvre de la charte de l'éducation et de formation (CNEF), promulguée en 2000, ayant pour but l'amélioration de la qualité

et la généralisation de l'accès à l'éducation primaire; l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) en 2005 ; le programme d'urgence de 2008. Une initiative qui a été renforcée, dernièrement, par l'adoption de la vision stratégique 2015-2030, la loi-cadre 51.17, le Plan National d'Accélération de la Transformation de l'Écosystème de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifiques et Innovation (PACTE ESRI, 2030), reflétant ainsi le caractère inclusif du nouveau modèle de développement (NMD).

Cependant, et en dépit des mesures prises et les efforts consentis, les résultats s'avèrent globalement, jusqu'ici, en deçà des aspirations et des objectifs fixés. L'économie marocaine demeure encore fragilisée par un faible niveau moyen de scolarisation, qui ne dépasse pas les six années d'études, avec des disparités en éducation encore élevées, aussi bien sur le plan national que régional.

Les réformes éducatives au Maroc : Un chantier pas encore abouti

Depuis son indépendance, le Maroc a mis l'accent, de manière particulière, sur le développement et l'amélioration de son secteur éducatif. On note, en premier, «l'arabisation», une politique adoptée par le Maroc pour restaurer la langue arabe dans la société en tant que norme de communication et de scolarisation. C'est ainsi que le programme d'urgence 1973-1977 et le plan quinquennal 1981-1985[1], ont porté un cadre de développement de l'école marocaine, avec la marocanisation du personnel enseignant et l'arabisation de l'école primaire et secondaire[2].

Ainsi, depuis les années 2000, le Maroc a donné une nouvelle impulsion à son système éducatif grâce à des réformes focalisées sur l'amélioration de l'accès, de la qualité et la réduction des inégalités notamment éducatives. Des réformes ayant pour objectif de mettre en place un panel de dispositifs pour réorganiser le système éducatif à tous les niveaux aussi bien sous son aspect quantitatif que qualitatif, assurer une éducation primaire pour tous, améliorer la qualité des outils-dispositifs pédagogiques, réduire la pauvreté et développer les compétences...

1 Banque Mondiale (1983), « Maroc : priorités pour l'investissement du secteur public (1981-85) », Bureau Régional Europe, Moyen Orient et Afrique du Nord, Rapport Nil, 4156-MOR

2 Ennaji M. (2005), Multilingualism: cultural identity and education in Morocco, New York, Springer.

Certes, des progrès ont été réalisés dans ce domaine. Cependant, l'évaluation générale menée par l'Instance nationale d'éducation (INE) sur la période 2000-2013[3] a dressé un tableau peu optimiste révélant un manque aussi bien en termes de clarté dans la gouvernance des réformes qu'en termes d'implication et de participation des acteurs à côté d'un déficit du dispositif de veille et d'évaluation. Performance et gouvernance, deux dimensions majeures d'un système d'éducation et de formation efficace. Sur ce sujet, les critiques à l'égard du système éducatif marocain remettent en cause : (i) d'une part, les modes de régulation institutionnelle notamment, les mécanismes d'orientation, de coordination, de contrôle et d'équilibrage du système mis en place par les autorités éducatives. Des mécanismes constituant l'une des activités de « gouvernance » du système à côté de celles liées au financement de l'éducation ou à la « production » de service éducatif[4]. (ii) d'autre part, les résultats peu encourageants, voire même décevants, en termes d'analyse de performances scolaires des élèves marocains à l'aune des programmes internationaux de suivi et d'évaluation des acquis scolaires (TIMSS, PIRLS, PISA)[5], avec un positionnement en bas d'échelle témoignant ainsi d'une faiblesse de performance.

Face à cette carence du système éducatif et de formation, une nouvelle vision stratégique 2015-2030[6] a vu le jour en 2015 pour relancer le processus de réforme et mettre la qualité et l'équité au centre des réformes.

Une vision renforcée par la promulgation de la loi-cadre 51.17[7], et dernièrement, par la mise en place du pacte ESRI, 2030. Des initiatives visant, entre autres : 1. L'équité et l'égalité des chances, aussi bien l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation y compris pour les personnes à besoins spécifiques que la discrimination positive en milieu rural. 2. Une école de qualité pour tous basée, particulièrement, sur : une gouvernance performante, alliant transparence et efficacité ; un développement de l'approche pédagogique du système d'éducation et de formation et la maîtrise des langues d'enseignement et les compétences individuelles (soft skills) ; le renforcement et l'édification de la recherche scientifique, des techniques et de l'innovation au diapason des standards internationaux. 3. La promotion de l'individu et de la société fondée, notamment, sur l'implication efficace de l'école marocaine dans le chantier de l'adhésion effective à l'économie et à la société du savoir.

Un plan d'action qui tire sa substance des choix prioritaires du nouveau modèle de développement (NMD) appelant à une véritable renaissance éducative pour améliorer substantiellement la qualité de l'enseignement et replacer l'école publique au cœur du projet de société du Maroc.

[4] INESEFRS (2014), « La mise en œuvre de la Charte nationale d'éducation et de formation 2000-2013 : acquis, déficits et défis », Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, Rabat.

[5] CSEFRS (2021), « Rapport National PISA 2018 », rapport thématique avec le soutien de l'Agence MCA-Morocco et l'OCDE.

[6] CSEFRS (2015), « Vision stratégique de la réforme 2015-2030 : pour une école de l'équité, de la qualité et de la promotion », Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, Rabat.

[7] Bulletin officiel (2020), Cent-neuvième année, n° 6944, 2 Joumada I 1442 (17 décembre 2020), Royaume du Maroc.

L'éducation nationale en chiffre : Analyse et évaluation...

Bien que des avancées aient été enregistrées pour promouvoir l'éducation au Maroc durant les deux dernières décennies, l'examen des aspects quantitatifs de la scolarisation révèle des retards en termes de résultats. Des retards qui persistent encore sur le plan national et interrégional, quant à la durée moyenne de scolarisation (en années) et les inégalités devant la scolarité.

Avec un nombre moyen d'année de scolarisation qui ne dépasse pas les six années d'études (5 ans et 6 mois) en 2018 (HCP & MEN), et un indice de Gini en éducation qui s'élève à 0,55 en termes d'inégalité, le progrès de l'éducation au Maroc reste timide et relativement faible à l'échelle internationale, avec un classement d'ordre respectivement de 136ème et 150ème pour lesdits indicateurs (CSEFRS, 2017).

Année	1982	1994	2004	2014	2018
Durée moyenne d'étude	1,94	3,13	4,04	5,5	5,64
Indice de Gini de l'éducation	0,80	0,71	0,63	0,54	0,55

Tableau I. Durée moyenne de scolarité et indice de Gini de l'éducation au Maroc (1982-2018)
Source : calculs de l'INE à partir des données de l'HCP et MEN

Parmi les problèmes qui entravent le développement en matière d'éducation au Maroc figurent les sorties précoces du système éducatif, à dominante rurale, en particulier dans l'enseignement secondaire. Le taux moyen d'abandon scolaire, tous cycles confondus, a atteint 6,0% en 2018-2019 au niveau national[8]. Ce taux est plus important dans le secondaire collégial et qualifiant avec un

abandon plus tardif pour les filles et une disparité qui défavorise le milieu rural par rapport à l'urbain. S'y ajoute également un taux élevé de redoublement, principalement dans le secondaire. Un taux qui a atteint en 2018, en moyenne, 9,7% pour le primaire et respectivement 22,9% et 12,6% pour le secondaire collégial & qualifiant (Cf. tableau II).

Cycles	Valeur de l'indicateur (en %)	
	Taux moyen d'abandon scolaire	Taux moyen de redoublement
Cycle primaire	2,7 %	9,7 %
Cycle secondaire collégial	12,1 %	22,9 %
Cycle secondaire qualifiant	8,8 %	12,6 %
Total global	6,0 %	13,5 %

Tableau II. Taux moyen d'abandon scolaire et taux moyen de redoublement au Maroc en 2018-2019 :
Source : élaboré par l'auteur à partir des données de (HCP, 2022) et (MEN, 2021)

[8] Ce taux qui a atteint 5% en 2019-2020 et 5,3 % en 2020-2021 (MEN, 2022).

Ce déficit en matière d'éducation se manifeste également dans les déperditions scolaires, notamment le taux d'analphabétisme, avec un niveau plus élevé en milieu rural, dont les répercussions pèsent lourdement sur le niveau de la scolarité au Maroc. Bien qu'en baisse tendancielle depuis le début des années 2000, le taux d'analphabétisme reste encore élevé, aussi bien à l'échelle nationale que régionale, avec un niveau qui s'élève à 34,9% en 2020 contre 35,9% en 2019 (HCP, 2022).

Plusieurs raisons paraissent expliquer ce retard accumulé en matière d'éducation au Maroc. On note, d'une part, les déficiences constatées en matière d'infrastructures et d'équipements de base, tout particulièrement en milieu rural. D'autre part, les conditions pédagogiques sont également parmi les facteurs contribuant à creuser davantage les inégalités éducatives, surtout entre les deux milieux géographiques (El Aoufi et Hanchane, 2016).

Il est aussi important de tenir compte des conditions socioéconomiques des familles et leurs effets sur les apprenants. Le contexte familial, dans ses dimensions socioéconomique et culturelle, peut influencer significativement sur les scores et les acquis des apprenants. C'est d'ailleurs le constat fait par l'étude PNEA 2016 sur l'évaluation des acquis des élèves du tronc commun du cycle secondaire qualifiant. « [...]

L'effet élève, constitué de ce que l'apprenant, en intégrant l'école, porte comme héritage social, est de 80% par rapport à l'effet établissement (20%).» (CESEFRS, 2017, p.8) [9].

Ainsi, l'origine sociale, le milieu d'habitat et le sexe amplifient à la fois les inégalités sociales et scolaires surtout vis-à-vis de la population féminine rurale. Il reste qu'environ 2,7 millions de jeunes Marocains âgés de 15 à 29 ans sont inactifs en 2016, soit près d'un jeune sur trois non scolarisé, sans emploi ou sans formation, pour des raisons familiales ou par découragement[10].

Aujourd'hui, la situation de l'éducation au Maroc impose une prise de conscience collective des déficits de l'école. Une situation qui suggère des efforts supplémentaires, notamment dans le cadre institutionnel et politique. Le défi est d'arrimer une vision stratégique, capable d'intégrer les réponses aux attentes exprimées par les diverses parties prenantes – familles, acteurs pédagogiques et secteurs économiques.

[9] CSEFRS (2017), « Programme national d'évaluation des acquis des élèves du tronc commun : PNEA 2016 », INESEFRS, Maroc.

[10] Chauffour J.P. (2018), « Le Maroc à l'horizon 2040 : investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique », Direction du développement : pays et régions, Groupe de la Banque mondiale.

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles de l'auteur. Elles ne prétendent pas refléter les opinions ou les points de vues du RSSI ou de ses Membres.

A propos de l'auteur



Hicham GOUMRHAR : Enseignant-Chercheur en Économie à l'Université Ibn-Zohr-Ecole Supérieure de Technologie Laâyoune. Ses travaux portent principalement sur la macro et la micro-économétrie appliquée notamment aux questions de l'Education, Croissance et Développement. Auteur d'ouvrage « Capital humain et croissance économique dans les pays en développement : une analyse empirique en données de panel » de l'AMSE appuyé par l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques.